SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 24 JUILLET 1923

Projet de Loi réglant le placement des fonds des sociétés mutualistes reconnues (art. 18 de la loi du 23 juin 1894).

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

L'article 18 de la loi du 23 juin 1894 dispose que l'encaisse des sociétés mutualistes reconnues ne peut dépasser 5 francs par membre ni la somme de 1,000 francs. Pour le surplus, il porte l'obligation pour ces associations de déposer leur avoir à la Caisse d'épargne sous la garantie de l'Etat ou de le convertir, soit en fonds publics belges ou autres valeurs garanties par l'Etat, soit en obligations sur les provinces, les villes ou les communes de la Belgique.

Il les autorise, toutefois, à confier leurs capitaux à des sociétés coopératives de crédit à responsabilité solidaire et illimitée.

Cette réglementation qui répondait aux besoins de la mutualité, il y a trente ans, est devenue trop étroite.

En effet, à cette époque, la prévoyance, bien que pratiquée avec ferveur dans certains milieux d'artisans, n'avait pas pénétré les masses ouvrières. Il n'existait pas six cents sociétés mutualistes reconnues et leur effectif était, généralement, inférieur à cent cinquante membres. Rarement le service médico-pharmaceutique était étendu à la famille. L'assurance contre l'invalidité permanente n'était point pratiquée. Quant aux cotisations, même dans les villes, elles n'atteignaient qu'exceptionnellement fr. 1-50 par mois.

La législation de 1894 a eu pour effet de faire progresser la mutualité d'une façon remarquable.

Nombreuses sont les sociétés dont l'effectif atteint 500 membres et plusieurs d'entr'elles dépassent même le chiffre de 10,000 affiliés. Près de 2,400 sociétés assurent le service médico-pharmaceutique familial à environ 2,000,000 de personnes. D'ailleurs, aujourd'hui, la tendance vers la concentration des effectifs se manifeste d'une façon marquée et les petites mutuelles paraissent condamnées à disparaître à bref délai. Le développement des organisations fédératives est parallèle à celui de la mutualité primaire. Une institution de l'espèce perçoit annuellement des cotisations s'élevant à plus de 200,000 francs pour l'assurance contre l'invalidité et à plus de 500,000 francs pour le service médico-pharmaceutique. Son avoir représente largement 500,000 francs.

Dans ces conditions, la stricte application de l'article 18 de la loi du 23 juin 1894, limitant l'encaisse à une somme de 1,000 francs est excessive et de nature à paralyser dangereusement l'action des institutions mutualistes.

Par suite de l'accroissement du nombre de leurs membres et de la majoration des indemnités, les engagements des sociétés et, par suite, leurs besoins courants en fonds disponibles, sont devenus beaucoup plus considérables que par le passé; pour y faire face régulièrement, les mutualités doivent avoir à leur disposition immédiate des sommes dépassant, bien souvent, le maximum actuellement admis.

Aussi, le projet de loi les autorise (alinéa 1^{er}) à conserver liquide la somme qui paraît nécessaire pour couvrir les dépenses du mois. Elle est fixée en rapport avec les recettes annuelles et ne peut excéder le douzième de celles-ci.

L'expérience prouve que, normalement, cette somme est suffisante.

Cependant, comme un grand nombre de sociétés doivent, à des époques déterminées, faire face à des échéances particulièrement importantes, relatives, notamment, au service médico-pharmaceutique, la disposition de principe ci-dessus a été tempérée en ce sens que les mutualités sont autorisées à placer, jusqu'à la fin de l'exercice, le montant de leurs recettes annuelles dans un établissement de crédit désigné par le conseil d'administration (alinéa 5 du projet).

Ce placement pourra avoir lieu sous la forme de « compte-courant » ou de toute autre manière permettant de disposer des fonds sans délai.

Il devra être entouré de garanties spéciales qui seront déterminées par un arrêté royal (alinéa 7 du projet).

En ce qui concerne le placement définitif des fonds sociaux, le texte destiné à remplacer l'article 18 de la loi du 23 juin 1894 maintient en principe les règles de cette disposition. Mais, eu égard à l'importance parfois très considérable de ces fonds par suite du développement signalé ci-dessus des opérations des sociétés mutualistes, nous avons cru nécessaire d'édicter des mesures nouvelles de sécurité contre les abus, les pertes et les vols, en ce qui concerne la partie de l'avoir social transformée en titres. Ceux-ci doivent, dans la quinzaine de l'achat, être déposés au nom de la société dans un établissement de crédit (alinéa 3 du projet).

Un arrêté royal réglera minutieusement les formalités et conditions à observer pour le dépôt et le retrait de ces valeurs (alinéa 7 du projet).

* * *

Grâce à leur force numérique et financière, certaines organisations fédératives ont pu créer, à l'usage exclusif de leurs affiliés, des cabinets de consultation, des cliniques et même des sanatoria-antituberculeux. Ces établissements sont placés sous la surveillance directe des intéressés et les mutualistes malades y reçoivent, dans les conditions les plus économiques, tous les soins que réclame leur état.

Pareilles initiatives sont dignes d'encouragement.

En conséquence, il a été prévu à l'alinéa 6 du projet de loi que, moyennant une décision de l'assemblée générale, les associations mutualistes peuvent confier 25 p. c. maximum de leur avoir à des entreprises médicales ou d'hospitalisation destinées au traitement de leurs membres.

*Le Ministre de l'Industrie
et du Travail,*

R. MOYERSOEN.